



Les BRICS doivent faire preuve de plus de flexibilité pour lancer de nouvelles idées, estime un économiste russe

Alors que les dirigeants des pays du BRICS se réunissent à New Delhi, l'économiste russe Yaroslav Lissovolik analyse le programme de dédollarisation au point mort, la réorientation économique de l'OCS et les raisons pour lesquelles le consensus pourrait désormais constituer le principal obstacle pour ce bloc.

Marco Fernandes

sam. 12 sept. 2026 24 min de lecture

Note de la rédaction : Cet article est publié avec l'autorisation expresse de l'auteur, Marco Fernandes (Brasil de Fato).

L'économiste Yaroslav Lissovolik dispose d'une vision **unique** de l'architecture financière mondiale. Il a fait ses débuts sur les marchés à la fin des années 1990 chez Renaissance Capital, alors première banque d'investissement russe, avant de rejoindre le Fonds monétaire international (FMI), où il a occupé le poste de conseiller auprès du directeur exécutif russe Alexei Mozhin – à moins de 30 ans, il siégeait déjà au Conseil d'administration. Diplômé de Harvard, de la London School of Economics et de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), il a coécrit avec son directeur de thèse l'un des premiers ouvrages exhaustifs sur l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Après son passage au FMI, il a rejoint la Deutsche Bank, où il a occupé le poste d'économiste en chef pour la Russie et la Communauté des États indépendants (CEI) pendant une dizaine d'années – une période durant laquelle on croyait encore possible de jeter des ponts économiques entre l'Occident et la Russie, et qui a pris fin avec l'annexion de la Crimée en 2014. Il a ensuite rejoint la Banque de développement de l'Union économique eurasiennne, puis la Sberbank, la plus grande banque russe, où il a dirigé le département de recherche en investissements.

En 2023, il a fondé *BRICS+ Analytics*, un cabinet de conseil dédié à l'élaboration de propositions pour le bloc et pour les pays du Sud. C'est lui qui, en 2017, a [rédigé l'article qui a introduit l'acronyme R5](#) : l'idée d'utiliser les monnaies nationales des cinq pays du BRICS dans les opérations de la Nouvelle Banque de développement (NBD) et des banques régionales – ce qui a été à l'origine de tout le débat qui a suivi sur une monnaie commune.

L'entretien avec **Brasil de Fato** a eu lieu le 2 septembre, dix jours avant le sommet des BRICS à New Delhi (Inde) et un jour après la clôture du [sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai \(OCS\)](#) à Bichkek (Kirghizistan).

Lire l'interview

Brasil de Fato : La semaine dernière, le sommet de l'OCS s'est tenu à Bichkek. L'organisation ne cesse de gagner en importance, et le président Vladimir Poutine a souligné que les échanges commerciaux de la Russie avec ce groupe avaient atteint 400 milliards de dollars, dont 98 % étaient effectués en monnaies locales. L'OCS est-elle en train de se transformer en une plateforme économique ? Quel est votre bilan de ce sommet ?

Yaroslav Lissovolik : Vous avez raison de souligner l'orientation principale de l'OCS, à savoir l'évolution du bloc vers un bloc économique. À l'origine, l'accent était fortement mis sur la sécurité : pour des raisons compréhensibles à l'époque, il y a 25 ans. Aujourd'hui, les besoins économiques sont énormes. D'année en année, les limites auxquelles se heurtent les économies régionales en matière d'intégration économique et de commerce sont devenues de plus en plus évidentes.

En conséquence, les besoins économiques se sont accentués, ce qui s'est reflété dans les développements de l'année dernière, notamment lors des discussions sur la banque de développement. Lorsque l'institutionnalisation commence à prendre forme, offrant un cadre plus fondé sur des règles, plus prévisible et plus viable, nous constatons un soutien accru de la part de la communauté économique, des investisseurs et des marchés.

Je ne m'inquiète donc pas outre mesure du fait que les progrès concernant la banque aient pu être moindres cette année. De nombreuses questions restent à trancher. Mieux vaut prendre un peu plus de temps et éviter de commettre des erreurs dès le départ. Et je pense que l'une des questions clés pourrait être le choix du lieu d'implantation du siège [le Kirghizistan et le Kazakhstan se sont proposés pour accueillir la banque].



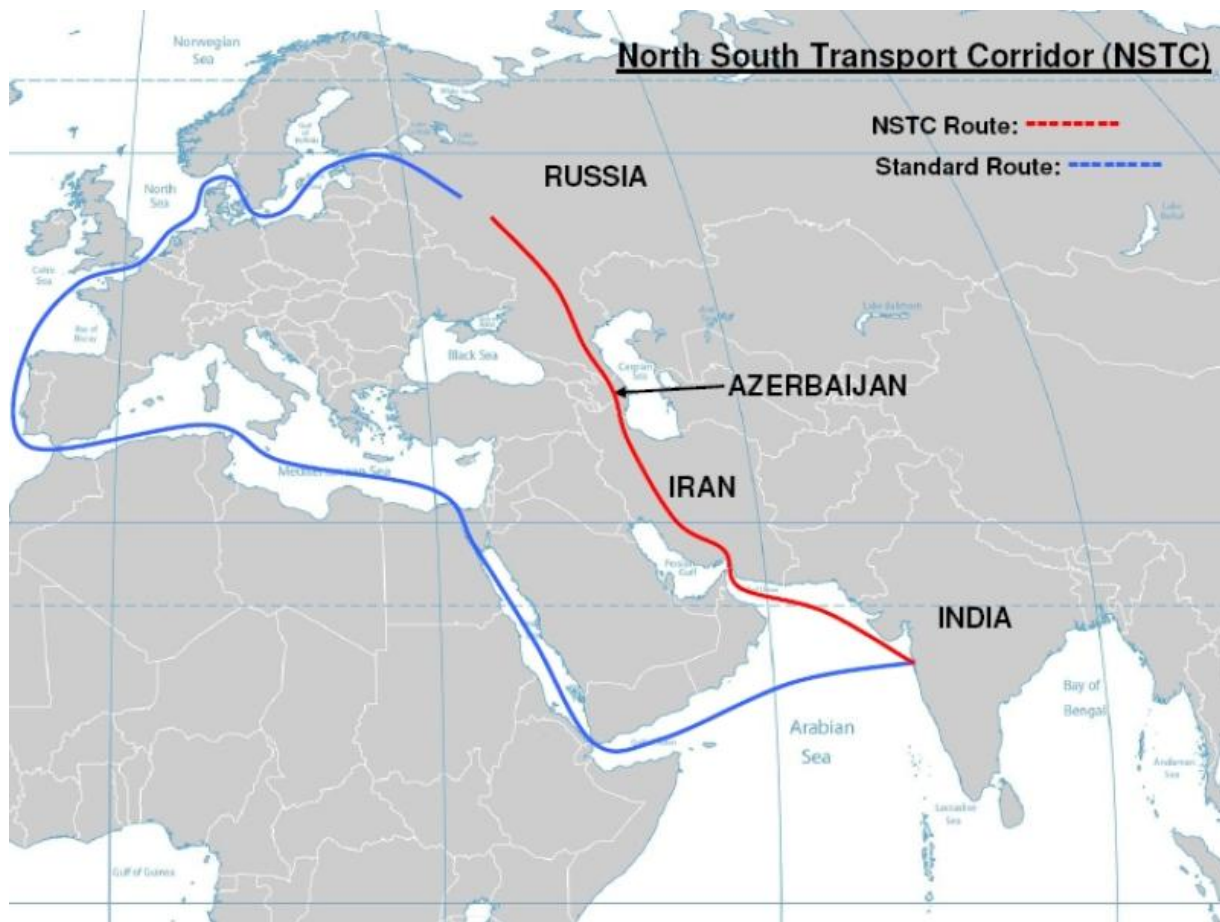
La 26e réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) s'est tenue du 31 août au 1er septembre 2026 à Bichkek, au Kirghizistan.

Je suis un fervent défenseur de la diversification géographique des institutions, dans la mesure du possible. Nous devons nous éloigner de ce modèle occidental dans lequel une ou deux villes représentent l'ensemble de la structure de gouvernance mondiale, afin que [toutes les régions du monde commencent à la représenter](#). Il est grand temps. C'est une question qui est à l'ordre du jour, qui fait l'objet de discussions, et des progrès seront certainement réalisés.

28 accords ont été signés lors du sommet. Lesquels ont retenu votre attention dans la déclaration finale ?

Il y avait des références aux travaux au sein du système financier : c'est-à-dire les paiements en monnaies nationales, ainsi que des mentions de projets de connectivité liés aux principaux corridors. Le plus important d'entre eux serait le corridor Nord-Sud.

J'ai été très optimiste de constater, parmi la liste des documents adoptés, les feuilles de route des membres concernant les projets, les portefeuilles de projets et la connectivité. Tout cela commence à prendre un caractère systémique et à s'articuler autour de projets concrets : une approche moins rhétorique, plus concrète et davantage ancrée dans des projets réels.



Corridor de transport international Nord-Sud. Crédit : Wikimedia Commons

En matière de commerce, la tendance reste la même que dans le cadre du BRICS+ : l'accent est mis sur les accords bilatéraux, dans lesquels les deux pays s'accordent sur un objectif commercial spécifique et s'efforcent de le mettre en œuvre. C'est le cas pour la Russie, le Brésil et pratiquement tous les autres pays. Atteindre des niveaux plus élevés grâce à cette approche est tout à fait acceptable ; cela semble fonctionner et produire des résultats. Mais une voie plus rapide consisterait en une feuille de route d'accords commerciaux regroupés sous des plateformes communes, ce qui aboutirait à un cadre beaucoup plus systématique et prévisible.

Je privilégie un cadre d'accords commerciaux au format « SCO+ », qui engloberait non seulement les membres à part entière, mais aussi les partenaires et les observateurs, ainsi que les processus d'intégration eurasienne et les blocs régionaux tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Ce format se dessine de plus en plus clairement : la Chine et le CCG, la Chine et l'ASEAN – et pourrait très bien être intégré dans un cadre SCO+.

La vision à long terme qui se dessine est celle d'une SCO+ en tant que plateforme eurasienne pour la coopération du Sud global, réunissant tous les acteurs clés et servant de plateforme pour regrouper les institutions de développement, les blocs

d'intégration et les projets de connectivité.

Vous avez désigné la connectivité comme l'un des deux enjeux clés sur le plan économique et mis en avant le corridor Nord-Sud parmi les projets mentionnés dans la déclaration. Ce corridor relie le port de Mumbai à l'Iran et se prolonge jusqu'à Saint-Petersbourg par voie ferroviaire et via la mer Caspienne, raccourcissant considérablement l'itinéraire qui passe actuellement par le canal de Suez. Il implique précisément trois pays présents aux deux tables : la Russie, l'Iran et l'Inde sont membres à la fois de l'OCS et des BRICS. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Cela signifie qu'il est tout à fait possible que les deux entités collaborent. Nous avons constaté que la Banque de développement des pays de l'Asie-Pacifique (NDB) cofinance des projets avec des banques régionales, telles que la Banque de développement de l'Union économique eurasiennne. Cela pourrait très bien se produire avec la banque de l'OCS dès qu'elle sera opérationnelle. L'OCS doit absolument s'impliquer dans le corridor Nord-Sud, car la question des voies commerciales alternatives constitue le lien crucial qui pourrait également renforcer les liens entre l'OCS et le BRICS+.

Aujourd'hui, quatre pays sont membres à part entière des deux blocs : la Russie, la Chine, l'Iran et l'Inde. Si l'on inclut les partenaires, les observateurs et d'autres catégories, on compte onze pays répartis entre les deux groupes.

C'est très positif. Ce sont des ponts, des moyens de se connecter et de se développer. Alors qu'on pensait autrefois que les chevauchements représentaient un double emploi et un problème, ce n'est pas le cas : cela est bénéfique pour les pays du Sud en termes d'expansion des projets et des plateformes.

Les chevauchements améliorent les perspectives de création de plateformes transcendant les accords d'intégration régionale – comme la plateforme « Beams » que j'ai proposée, qui rassemble l'Initiative de la baie du Bengale pour la coopération technique multisectorielle (BIMSTEC), l'Union économique eurasiennne (UEE), la Zone de libre-échange continentale africaine, le Mercosur et l'OCS elle-même. L'avenir nous le dira, mais nous avançons, lentement mais sûrement, vers un paradigme dans lequel ce ne sont plus seulement les pays individuels, mais les blocs régionaux, qui deviennent les éléments constitutifs de ces plateformes.

Et l'OCS sera l'épine dorsale, le maillon absolument crucial de tout ce grand projet qu'ils appellent la Grande Eurasie. Je l'appellerais « OCS+ ».

Avant l'élection, le président Donald Trump, dans un énième élan de franchise, a déclaré que la perte de l'hégémonie du dollar équivaldrait, pour les États-Unis, à perdre une Troisième Guerre mondiale. Aujourd'hui, on parle beaucoup de la dette américaine de 40 000 milliards de dollars et de la croissance des échanges en monnaies locales entre la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, par exemple. Parallèlement, en 1999, le dollar représentait 71 % des réserves mondiales ; aujourd'hui, il en représente 57 %. Mais seule une petite partie de cet écart de 14 points est réellement revenue aux pays du Sud : le renminbi, qui ne figurait pas dans les réserves mondiales à l'époque, en représente désormais près de 2 %. La majeure partie est allée à l'Australie, au Canada, à la Corée du Sud et aux pays nordiques, tandis que la part de l'euro est restée inchangée. Pourquoi en est-il ainsi, et pourquoi cette part ne revient-elle pas davantage aux économies des BRICS ? Que faut-il encore pour que nous progressions sur la voie de ce qu'on appelle la « dédollarisation » ?

S'il y a un domaine dans lequel les pays du BRICS manquent de poids, c'est bien celui des marchés. Ces alternatives doivent être développées. Nous avons besoin de systèmes de paiement et de systèmes financiers accessibles et transparents pour les investisseurs, les investisseurs institutionnels et les banques centrales. Nous avons besoin d'instruments et de mécanismes de marché pour les faire connaître.

Cela concerne également la manière dont la question des contrôles des capitaux est abordée. Lorsque les économies des BRICS s'attaquent à cette question, elles le font de manière coordonnée, dans le but de renforcer mutuellement leur position quant à l'accessibilité de leurs actifs en tant que réserves potentielles pour l'économie mondiale. À ce stade, ce qui apparaît clairement, c'est la tendance à la diversification hors du dollar. Il s'agit d'une tendance à long terme, et ceux qui sont bien placés pour en tirer parti en récolteront les fruits.

Jusqu'à présent, ce sont d'autres économies développées qui ont récolté ces avantages, car elles disposent déjà, à des degrés divers, d'infrastructures établies et de monnaies de réserve. Il faut s'attendre à ce que des monnaies jusqu'alors peu utilisées soient de plus en plus employées — le franc suisse, le dollar canadien. Mais les plus grands marchés émergents sont bien placés pour recevoir une part de ce gâteau qui est sur le point d'être réparti.

Il ne s'agit pas nécessairement d'une monnaie unique, même si je pense qu'une monnaie des BRICS serait l'un des instruments capables de jouer ce rôle. Il pourrait s'agir des monnaies nationales. Mais dans ce cas, l'assouplissement des contrôles des capitaux figurerait parmi les points à l'ordre du jour.

Qui d'autre, à part la Chine, applique aujourd'hui des contrôles des capitaux ? Je suis plutôt d'accord avec les analystes qui considèrent ces contrôles comme l'un des secrets de la réussite de la Chine au cours des dernières décennies.

Des contrôles stricts sont en vigueur en Inde et, bien sûr, en Russie, surtout ces dernières années. Le Brésil, à l'inverse, n'en a aucun. Si l'on parle de coordination des politiques macroéconomiques, cette question doit figurer à l'ordre du jour des BRICS.

Le principe directeur du FMI, pour la quasi-totalité de ses membres, était autrefois que l'absence de contrôles était une bonne chose. Il a changé de cap il y a environ dix, voire près de quinze ans, à la suite des critiques formulées par les économies d'Asie du Sud-Est touchées par la crise de 1997. Aujourd'hui, on considère que les contrôles peuvent faire partie de la panoplie d'outils. Cela ne signifie pas pour autant les renforcer indéfiniment : la libéralisation est possible, mais elle doit être progressive, en veillant à éviter les sorties de capitaux massives et excessivement volatiles, qui sont si destructrices. C'est l'approche adoptée par la Chine, et celle que d'autres économies des BRICS envisagent.

En Russie, cela s'est fait à l'ancienne : nous nous sommes affranchis des contrôles soviétiques, en avons conservé certains dans les années 1990 et, à partir des années 2000, les avons tous abolis. Cela a créé d'énormes déséquilibres dans les flux de capitaux, avec une forte présence de capitaux spéculatifs – et, même en l'absence de chocs géopolitiques majeurs, on discutait déjà à l'époque de la nécessité de les réintroduire.

Les contrôles resteront en place, sous une forme ou une autre. Mais l'idée est de les réduire progressivement, afin de donner aux instruments financiers des pays du Sud une place plus importante et plus favorable au sein du système financier international.

Vous avez mentionné que d'autres économies développées prennent position. De quelle manière ?

Une partie de ce recul de la part du dollar est absorbée par des actifs tels que l'or. Mais il est clair que les économies développées, à l'exception des États-Unis, comprennent ces tendances et souhaitent en tirer parti. Elles feront tout leur possible pour s'assurer que l'avantage dont elles disposent actuellement – en termes d'augmentation de la part de leurs monnaies et de leurs instruments au sein du système financier mondial – soit efficacement exploité.

Nous commençons à voir des économies de petite et moyenne taille – qui sont pourtant des économies avancées – mettre en place leurs propres plateformes. L'une d'entre elles est le Partenariat pour l'avenir de l'investissement et du commerce, connu sous l'acronyme FIT, créé en septembre 2025 par Singapour, la Suisse, les Émirats arabes unis et la Nouvelle-Zélande. Il s'est déjà étendu à 19 pays. C'est l'un des blocs les plus dynamiques de l'économie mondiale à l'heure actuelle.

Il ne s'agit pas seulement d'accords commerciaux ; il s'agit également d'un partenariat d'investissement. Et cela soulève la question de ces petites économies développées, qui peuvent désormais accroître considérablement leur part de marché, ce qui entraîne des risques toujours plus grands pour les États-Unis. C'est une formidable opportunité au sein du système financier mondial, que les économies du BRICS+ ne doivent pas laisser passer.

Tout retard sur ce front a un poids considérable. Avec les banques de développement, qui ont des horizons à long terme, il peut y avoir une pause d'un an pour résoudre les divergences. Pas ici : il s'agit d'un enjeu qui évolue rapidement. Ces parts de marché changent radicalement en l'espace de quelques années – ce que nous n'avons pas vu depuis des décennies.

Je pense que la Chine en est consciente. Et c'est pour cette raison que j'ai l'impression qu'elle opte parfois pour une approche qui favorise avant tout sa propre monnaie. Dans une certaine mesure, cela se comprend. Mais si les pays du BRICS+ agissent en tant que groupe et promeuvent des initiatives et des projets communs, cela pourrait accélérer le processus.

En 2023, lors du sommet de Johannesburg (Afrique du Sud), les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales ont été chargés d'étudier des alternatives impliquant les monnaies locales, les systèmes de paiement et même une éventuelle monnaie commune. Cette décision a été officiellement annoncée par le président Lula. En 2024, la Russie a présenté un rapport contenant de nombreuses propositions innovantes. Par la suite, il ne s'est rien passé. Pourquoi la discussion s'est-elle enlisée alors même que la situation géopolitique appelle de ses vœux des alternatives ?

L'un des facteurs a été le choc géopolitique émanant des États-Unis, de Trump, qui a commencé à s'en prendre très vigoureusement au BRICS, notamment sur le plan financier. Certains membres ont réagi de manière presque réflexive en cherchant à s'adapter à ce type de choc.

Mais l'autre aspect est que toute la structure des BRICS repose sur le consensus. Et ce consensus, à mon sens, commence à devenir un obstacle.

J'ai rédigé plusieurs articles sur la nécessité d'une approche plurilatérale, qui permettrait de conclure des accords entre trois, quatre ou cinq économies, les autres membres des BRICS emboîtant le pas et laissant cette ligne d'action se développer. C'est précisément ainsi que se développent bon nombre des blocs concurrents.

Prenons l'exemple du FIT : sa plus grande force réside précisément dans son fonctionnement plurilatéral. S'il est passé de 14 à 19 pays en moins d'un an, c'est parce que les participants comprennent qu'ils peuvent mener pratiquement n'importe quel projet avec qui ils le souhaitent au sein de la plateforme. Il n'y a pas de droit de veto fort qui bloque tout. C'est ce genre de flexibilité que les BRICS doivent intégrer.

Au sein des BRICS, il est désormais admis qu'un consensus est nécessaire pour étayer un accord sur les valeurs fondamentales et les enjeux essentiels. Cela envoie un signal important au monde extérieur, et c'est une bonne chose. Mais une certaine souplesse doit être intégrée à la structure du BRICS+, afin de permettre la conclusion d'accords plurilatéraux. La déclaration issue du sommet de 2024 en Russie comportait déjà les premiers signes d'une telle évolution, avec des références à des projets lancés par certains membres intéressés, tandis que les autres leur permettaient de se développer. Ce qu'il faut, ce n'est pas une formulation en un ou deux points dans la déclaration finale, mais un cadre clair, fondé sur des règles, qui autorise de tels accords.

Nous commencerions alors probablement à voir apparaître de nombreuses « troïkas », de nombreux « quads », de nombreux groupes différents — et ce serait bien plus passionnant. Nous verrions alors les BRICS fonctionner non seulement sur la base de sommets, avec des nouvelles une fois par an, mais de manière continue. Et il ne serait même pas nécessaire d'avoir un siège ou un secrétariat pour cela.

En 2026, l'Inde présidera les BRICS, mais le ministre des Affaires étrangères Jaishankar a lui-même déjà déclaré que son pays n'avait aucun intérêt pour ce qu'on appelle la « dédollarisation ». Peut-on s'attendre à des avancées à cet égard cette année ?

Je pense qu'au sein de l'Inde, il existe divers groupes ayant des priorités différentes : tantôt la politique étrangère prime, tantôt ce sont les simples exigences économiques de l'une des plus grandes économies mondiales, qui commence enfin à jouer un rôle plus important dans la finance internationale et à veiller à ce que sa monnaie occupe une place plus prépondérante sur la scène internationale.

En fin de compte, je pense que ce facteur l'emportera sur toute considération à court ou moyen terme. L'Inde s'engagera certainement progressivement dans un processus de diversification des devises du Sud et d'utilisation accrue des monnaies nationales. Le débat a déjà évolué ces dernières années, si l'on en juge par le discours qui y est tenu. Même le système qu'ils ont développé, l'Interface de paiement unifiée [UPI, le « Pix indien »], est désormais utilisé dans tout le pays.



« Nous n'avons absolument aucun intérêt à affaiblir le dollar », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Jaishankar en mars 2025.

Et ils ne veulent pas y renoncer, car cela leur apporte d'énormes avantages. Lorsque j'étais en Inde, de jeunes Indiens m'ont parlé avec enthousiasme de ce système, me disant à quel point ils en étaient fiers. Il fait déjà partie intégrante du système financier des pays du Sud, qui va progresser, mûrir et peut-être évoluer vers quelque chose de compétitif. Car ce que nous voulons, c'est une véritable concurrence. Nous voulons une concurrence entre les devises, entre les systèmes de paiement – quels qu'ils soient. Qu'ils se fassent concurrence. Si vous êtes des capitalistes, pourquoi n'y a-t-il pas de concurrence ? Que la concurrence commence. Et voyons ce qui va se passer.

L'une des propositions les plus intéressantes émanant des BRICS ces dernières années est la bourse des céréales, présentée par la Russie. Selon les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce bloc produit 61 % du riz mondial, 48 % du soja, 47 % du blé et 42 % du maïs — et, si l'on

inclut les pays partenaires, ce chiffre passe à 72 % pour le riz. Malgré cela, entre 80 % et 90 % des échanges de matières premières agricoles et énergétiques sont encore réglés en dollars américains. Que faudrait-il pour commencer à changer cela ?

Il n'y a pas de solution miracle. Ce n'est pas comme s'il y avait une seule mesure que les pays du BRICS pourraient prendre et que tout serait réglé. La création d'une bourse des céréales résoudrait-elle le problème ? En réalité, non, car il ne s'agit pas seulement de cette plateforme ni même d'une institutionnalisation, mais bien des flux commerciaux et de la devise de libellé. Le facteur le plus fondamental est l'intensité des échanges : plus le commerce Sud-Sud est intense, plus les pays du Sud ont de chances de commencer à le libeller dans leurs propres devises.

En ce qui concerne la monnaie des BRICS, certains avancent qu'il faut d'abord qu'il y ait un volume d'échanges commercial significatif entre les économies du bloc. C'est en partie vrai — même si, aux premières étapes d'un projet monétaire, ce n'est pas vraiment indispensable. Mais pour qu'une part plus importante des échanges soit libellée en monnaies nationales, oui : l'intensité des échanges est tout à fait importante.

Et sur le plan institutionnel ? Quels instruments faudrait-il créer ?

Il faut créer tous les instruments qui existent aujourd'hui dans le système financier : contrats à terme, produits dérivés et instruments de couverture, afin que les acteurs du marché puissent se protéger contre les risques. En matière de *couverture*, on recherche un instrument qui, une fois acheté, protège contre les fluctuations soudaines de la valeur de la matière première. Si le prix baisse, on dispose d'un instrument dont l'évolution est inverse, ce qui compense cette variation. C'est une sorte d'assurance.

L'institutionnalisation a également son importance. La bourse des céréales permet au Sud de se faire une place sur la scène internationale grâce à sa propre institution. Mais elle devra rivaliser avec les institutions *bien établies*, qui s'appuient sur des décennies — voire bien plus — de pratiques commerciales bien rodées. Le Chicago Board of Trade, par exemple. Il existe une forte inertie dans ces flux commerciaux, et c'est également contre cela qu'il faut lutter.

Tout cela prend du temps. Le développement institutionnel prend du temps ; les volumes d'échanges ont leur propre inertie ; et la décision de négocier dans une devise différente, après des décennies de pratiques commerciales différentes, se heurte à de nombreux défis — l'inertie est probablement le plus puissant d'entre eux. C'est pourquoi il est nécessaire d'agir sur plusieurs fronts à la fois, ce qui exige un degré de cohésion et de consensus qui ne semble pas exister.

Ici, en Russie, je constate clairement qu'il existe une dynamique, un soutien et même une vision concernant la bourse des céréales. C'est l'un des projets les plus avancés en termes de profondeur de planification. Mais pour qu'il s'agisse d'une initiative des BRICS, il doit faire l'objet d'un accord avec les autres membres.

Des économistes tels que vous-même, Paulo Nogueira Batista Jr. et Alexei Mozhin – tous deux anciens directeurs généraux du FMI – développent depuis des années l'idée d'une nouvelle monnaie de réserve pour les BRICS. Comment serait-elle créée, et quels sont les défis à relever ?

Ces idées ont commencé à prendre forme en 2017 et 2018. À l'époque, j'avais baptisé cette proposition « R5 », ou « R5+ », et le premier article que j'ai rédigé traitait exclusivement de l'utilisation des monnaies nationales des pays du BRICS.

Êtes-vous à l'origine de la célèbre appellation « R5 » ?

Oui. En 2017, [le premier article sur le R5](#) a été publié dans le cadre d'une initiative visant à utiliser les monnaies nationales dans les opérations de la Nouvelle Banque de développement (NBD) et des banques régionales de développement.

En 2018, dans [un article](#) pour le magazine sud-africain *The Thinker*, j'ai écrit qu'il fallait explorer de nouvelles idées — et, à l'époque, une monnaie des BRICS semblait un peu irréaliste. J'ai dit : explorons cette piste, car les monnaies nationales des pays du BRICS sont les plus liquides dans les pays du Sud. Serait-il possible d'envisager un panier de type « droits de tirage spéciaux » (DTS) – la monnaie comptable du FMI – regroupant ces monnaies avec des pondérations différentes ? Il ne s'agissait en fait que d'un simple paragraphe en 2018. Puis vinrent quatre années de silence, jusqu'à ce que [l'idée soit relancée en 2022](#).

Alexei Mozhin, qui nous a malheureusement quittés cette année, a joué un rôle crucial dans la reprise de cette idée et son développement conceptuel. Dans certaines interviews, il a commencé à citer des pondérations spécifiques pour ces monnaies au sein du panier, et à expliquer à quel point il serait facile de lancer les premières étapes — non pas sous la forme d'une monnaie physique, bien sûr, mais en tant qu'unité de compte, à l'instar de l'unité monétaire européenne (ECU) utilisée par l'Union européenne avant l'euro. Sur le plan opérationnel, le principe est très simple : au lieu d'effectuer toutes les transactions et de les enregistrer en dollars, on les effectue non pas en DTS, mais dans la monnaie composite du Sud, à savoir le R5.

L'étape suivante a été largement impulsée par Mozhin et Paulo Nogueira Batista Jr. Dans son dernier rapport pour le Club Valдай, Paulo a présenté l'étude la plus approfondie, la plus complète et la plus à jour — exactement comme l'avait demandé le président Luiz Inácio Lula da Silva en 2023, lorsqu'il avait déclaré que cette étude devait être menée. Et je dois dire que peu de recherches ont été menées depuis lors. Ce rapport présente toutes les caractéristiques d'une proposition capable de transformer ce qui n'était jusqu'alors qu'une sorte d'aspiration et de vision en quelque chose qui fonctionne au moins comme une unité de compte, sous la forme d'une monnaie numérique.

Mais cette proposition de monnaie de réserve des BRICS semble avoir été retirée de la table des négociations pour le moment, n'est-ce pas ? Selon vous, quelle est désormais la prochaine étape la plus plausible ?

L'une des pistes qui devrait être explorée plus en profondeur est celle de la monnaie numérique de banque centrale. Si une monnaie commune devait voir le jour, elle s'appuierait très probablement sur ce que l'Inde est actuellement disposée à faire, à savoir garantir l'interopérabilité entre ces monnaies numériques.

Contrairement à mes attentes — et à celles de nombreux observateurs —, ils commencent en effet à faire avancer la discussion entre toutes les banques centrales des BRICS sur cette interopérabilité. Et ils ne le font pas sous la bannière d'une monnaie commune, à laquelle ils se disent opposés. Mais cela est tout à fait acceptable, car la phase d'interopérabilité est cruciale pour le système de paiement et pour les transactions. Il s'agit de relier les monnaies numériques des différents pays.

Dans la pratique, s'agirait-il d'une alternative à SWIFT, le réseau de messagerie qui relie la plupart des banques du monde ?

En effet, ce serait le cas. Il ne s'agit pas encore d'une monnaie commune. Mais ce projet est développé dans le cadre d'un système de paiement conçu pour réduire les coûts. C'est un projet entièrement commercial. Et, bien sûr, il ouvrira la voie à de nombreuses possibilités pour l'avenir.

Pensez-vous que cela pourrait être annoncé dès maintenant lors du sommet de New Delhi ?

C'est possible. D'après ce que j'entends, des discussions intenses sont en cours, notamment au niveau des banques centrales et des experts. Des réunions officielles entre banques centrales ont eu lieu récemment au cours desquelles, si j'ai bien

compris, ce sujet a été abordé. Je n'en croyais pas mes yeux quand j'ai vu cela. Mais il semble que quelqu'un ait probablement réussi à les convaincre de l'intérêt de la monnaie numérique.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Interview Lissovolik, Yaroslav Russie BRICS Organisation de coopération de Shanghai (OCS)